

Rapport annuel Jahresbericht

—
2025



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal pénal des mineurs TPM
Jugendstraengericht JSG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1.1	Tribunal pénal des mineurs	4	1.1.1	Allgemeiner Teil	8
1.1.1	Partie générale	4	1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	12
1.1	Jugendstraengericht	8			

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2025 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont à notre connaissance correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 16 janvier 2025

Signature



Rapport sur l'activité 2025

1.1 Tribunal pénal des mineurs

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Personnel

1.1.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2023	2024	2025
Boillat Zaugg Sandrine	Juge	0.8	0.9	0.9
Bruggisser Ines	Juge	0	0	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1.0	1.0	1.0
Lehmann Arthur	Juge	0.5	0.7	0.7
Total EPT au 31.12.		2.3	2.6	3.4

Juges-assesseur/e/s à titre accessoire au 31.12.2025

- > Gionata Carmine, Gisèle Cotting Morf, Claude Pauchard, Daniel Wirth, Assesseur/e/s
- > Brigitte Bauer, Sylvie Gobet, René Jutzet, Joan Vincent Christian Progin, Assesseur/e/s suppléant/e/s

1.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2023	2024	2025
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	3.9	4.7	4.7
Total EPT Stagiaires juristes	3	2	2
Total EPT Collaborateur/trices administratifs (postes permanents)	6.5	7.4	7.4
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	1	1	1
Total	14.4	15.1	15.1

1.1.1.1.2.1 Greffiers-ères

M. David Kaelin a poursuivi son activité de greffier-chef à 90%.

Mmes Christine Bürgisser (70%), Violaine Butty Mettraux (50%), Laura Dingas (100%), Camille Mauron (80%) et Valentine Arbach (80%) ont poursuivi leur activité de greffière au sein du Tribunal.

Mme Léa Lanfranchi a remplacé Mme Valentine Arbach pendant son congé maternité.

1.1.1.1.2.2 Intervenant-e-s en protection de l'enfant (IPE)

Trois intervenantes en protection de l'enfant travaillent auprès du Service social du Tribunal pénal des mineurs, à savoir Mmes Antoaneta Zadory à 90%, Corina Zurkinden à 50% et Isabelle Vauthey à 60%. M. Théo Dafflon décharge les intervenantes en protection de l'enfant d'une partie de leurs tâches administratives grâce à son activité à 50% au Service social.

1.1.1.1.2.3 Chef-fe de bureau

Mme Ludivine Rey (Monney), anciennement collaboratrice financière à 100%, a été promue au poste de Cheffe de bureau et de la comptabilité au 1^{er} janvier 2025.

1.1.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Monique Walther (80%), Mme Jessica Portmann (70%), M. Baptiste Monney (80%), M. Théo Dafflon (40%) et Mme Lilia Deppierraz (10%) ont poursuivi leur activité de secrétaire de Juge durant l'année 2025. Mme Deppierraz exerce en plus une activité au sein de notre service de comptabilité à hauteur de 40%.

Mme Maria Meyer (70%) a démissionné pour le 30 avril 2025. Le poste a été repris par Mme Anne-Sophie Repond à 70% en date du 1^{er} juillet 2025.

1.1.1.1.2.5 Stagiaires

Ont effectué un stage de greffier à 100% : Mmes Léa Lanfranchi et Sara Vasileva du 1^{er} septembre 2024 au 28 février 2025, Mmes Salomé Quartenoud et Helena Notter Dias du 1^{er} mars au 31 août 2025, M Cyrus Duchosal et Mme Carol-Line Pittet du 1^{er} septembre 2025 au 28 février 26, respectivement au 9 janvier 2026.

Mme Zoé Schwaller, stagiaire 3+1, a terminé son stage le 14 août 2025, après avoir achevé sa formation avec succès.

Mme Sofia Gilardi est entrée en fonction le 15 août 2025, en qualité de stagiaire 3+1.

1.1.1.2 Commentaires de la statistique

En 2025, le Tribunal pénal des mineurs a été saisi de 1820 nouvelles affaires (2024 : 1661), lesquelles ont concerné 1235 mineurs (2024 : 1179). Cela représente une augmentation, par rapport à l'année précédente, de 11% s'agissant des nouvelles affaires et de 10,5 s'agissant des mineurs dénoncés. L'écart entre les nouvelles affaires et le nombre de mineurs illustre le fait qu'un certain nombre de mineurs commettent des infractions à répétition. Le nombre de décisions rendues en 2025, sans les décisions rendues par la.le Juge des mineurs en qualité d'Autorité d'exécution, est de 1904 (2024 :1889).

La part entre les enfants (-15 ans) et les adolescents (+15 ans) est de 21,6% contre 78,4%. Cela correspond exactement aux chiffres des statistiques fédérales.

S'agissant de la nature des infractions commises, les hausses les plus marquées concernent les rixes et les agressions, ainsi que les actes d'ordre sexuel avec des enfants, les contraintes sexuelles et les viols.

Le traitement des infractions contre l'intégrité sexuelle requiert une attention et une prudence accrues. Le Tribunal pénal des mineurs exprime à cet égard sa préoccupation concernant les moyens insuffisants de prévention en matière d'éducation sexuelle.

Le Tribunal pénal des mineurs a été saisi de deux cas de radicalisation dans le canton de Fribourg. La prise en charge de ces prévenus et la mise en œuvre de mesures de protection a nécessité de nombreuses démarches et la mise en place de collaborations au niveau cantonal, intercantonal et fédéral.

Les infractions commises notamment contre le patrimoine par des personnes indiquant être mineures, mais dont l'identité et l'âge ne sont pas vérifiables, se maintiennent à un niveau équivalent. A noter que pour les clandestins de moins de 15 ans, indigents, aucune peine de type prestation personnelle (de travail) ou amende n'est réalisable.

Les mises en détention provisoire ont presque triplé par rapport à 2022. 27 mineurs ont été placés en détention provisoire en 2025, contre 20 en 2024 et seulement 10 en 2023. Quant aux peines privatives de liberté fermes prononcées, elles ont connu la même augmentation, en passant de 14 décisions finales en 2024 à 40 en 2025. Les placements provisionnels ont eux aussi presque triplé depuis 2023, puisqu'ils ont concerné 46 mineurs contre 17 en 2024 et 2 seulement en 2023. Dans une situation, plusieurs placements doivent parfois être successivement mis en place.

Les conversions des amendes impayées en peines privatives de liberté ont augmenté en 2025 de 35%, soit 19 situations contre 14 en 2024. La conversion des prestations personnelles de travail en amendes a connu une légère baisse. D'importants aménagements, arrangements de paiements et convocations répétées ont toutefois été nécessaires. La tendance au refus d'exécuter les peines de type prestations personnelles (850,5 journées de travail prononcées en 2025) et les amendes, déjà relevée dans les précédents rapports, se confirme cette année encore. Le refus de travail, par les mineurs de moins de 15 ans, est particulièrement problématique, dans la mesure où il n'y a pas de conversion possible. Les arrêts disciplinaires, prévu par l'art. 163 al. 2 LJ, ne sont en effet pas exécutoires, puisqu'aucun centre éducatif fermé n'accepte d'exécuter cette mission.

1.1.1.3 Remarques générales

Mesures

Les difficultés liées à la mise en œuvre des mesures de protection sont demeurées les mêmes en 2025, alors même que la santé psychique de certains mineurs se fragilise et/ou qu'ils évoluent dans des schémas éducatifs déficients ou encore qu'ils commettent des infractions de manière répétée.

Les possibilités de placements extra-cantonaux en Suisse Romande dans des structures ouvertes ont continué à diminuer. En outre, le taux d'occupation dans les foyers du réseau du Tribunal pénal des mineurs et la durée des placements sont élevés, de sorte qu'il en découle des délais d'attente.

Les Juges des mineurs latins disposent, depuis l'ouverture de Time Up, à Villars-sur-Glâne, d'une solution de placement éducatif fermé pour les filles, avec 4 places. Notre canton n'a toutefois, en 2025, pas eu de situation nécessitant une telle mesure.

Pour les jeunes hommes, mineurs ou entretemps devenus majeurs, la problématique des placements fermés en Suisse romande est demeurée la même. Le seul établissement concordataire permettant d'exécuter cette mesure est le Centre éducatif fermé de Pramont, qui dispose de 24 places, mais la liste d'attente pour ordonner un placement fermé nécessite une attente de plusieurs mois à une année, voire davantage.

Peines

791 ordonnances pénales et 9 jugements du Tribunal plénier ont été rendus en 2025.

Les jours de prestations personnelles de travail prononcées ont atteint 850,5 jours. Le réseau, essentiellement bénévole, qui permet d'exécuter ces journées de travail de 8 heures, s'épuise, notamment en raison des absences de

certaines convoqués et des profils de jeunes peinant à se conformer aux horaires de travail, aux directives et aux tâches qui leur sont assignées. Ainsi, certaines institutions se retirent. Il est de ce fait de plus en plus difficile d'organiser les prestations personnelles dans certaines régions du canton. La majorité des bénévoles accompagnant les jeunes (mineurs ou devenus adultes) condamnés ne sont pas des professionnels issus des milieux socio-éducatifs. Le Service social du Tribunal pénal des mineurs œuvre pour maintenir les partenariats existants et/ou en développer de nouveaux. Une piste innovante consiste à développer les prestations personnelles sous forme de stages en entreprises. Ce type de prestation vise à s'adapter à l'évolution des besoins de jeunes en rupture ou en recherche d'une activité préprofessionnelle ou de formation.

Le nombre de jours de peines privatives de liberté fermes prononcées en 2025 se monte à 440 jours. L'exécution des peines privatives de liberté a lieu auprès de l'Etablissement concordataire de détention pour mineurs « Aux Léchaies », à Palézieux. Cet établissement, qui accueille également certains jeunes adultes du canton de Vaud dans un secteur distinct, adapte, en fonction des pics saisonniers des incarcérations de mineurs, la répartition des places dédiées à ces derniers. De cette manière, l'exécution de peines n'a pas rencontré de difficultés particulières en 2025. L'Etablissement « Aux Léchaies » permet également d'exécuter les peines disciplinaires prononcées dans le cadre de placements en milieu ouvert, lorsque les jeunes adoptent des comportements inadéquats ou dangereux mettant en péril la suite de la mesure prononcée en leur faveur.

Conclusions

La charge de travail du Tribunal pénal des mineurs reste conséquente. L'entrée en fonction le 1^{er} janvier 2025 d'une 4^{ème} Juge des mineurs, avec une cellule complète (greffière, secrétaire), a eu un impact positif sur l'ensemble des collaborateurs et la bonne marche du Tribunal. Le plein effet de l'entrée en fonction de la nouvelle cellule n'est toutefois pas atteint dans la mesure où des affaires complexes plus anciennes sont pendantes et que l'année 2025 a connu une augmentation du nombre des affaires et des mineurs dénoncés. Les postes supplémentaires ont néanmoins permis une meilleure répartition de la charge de travail, tant au niveau des dossiers à traiter qu'au niveau de la vingtaine de groupes de travail et commissions dans lesquels les Juges des mineurs sont impliqués. Il a en outre permis d'augmenter le nombre d'audiences de 45%. Ainsi, en 2025, 177 mineurs ont été entendus par la le Juge des mineurs. Les Juges entendent les mineurs présentant les plus grandes problématiques socio-éducatives et/ou les mineurs commettant des infractions de gravité moyenne à forte. Les audiences avec les prévenus et leurs représentants légaux sont la pierre angulaire d'une bonne administration de la Justice pénale des mineurs qui commande, outre d'instruire les causes qui lui sont soumises, de rencontrer et d'accompagner les enfants et les adolescents transgressifs, avant qu'ils ne s'installent dans une trajectoire déviante sur du plus long terme.

La modification de l'art. 3 al. 2 DPMIn, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2025, a supprimé la compétence du Tribunal pénal des mineurs dans les cas anciennement dits mixtes. Cette modification contribuera à alléger la charge du Tribunal pénal des mineurs en ce sens que les infractions commises après la majorité, alors qu'une procédure est pendante au Tribunal pénal des mineurs, respectivement que des mesures à titre provisionnel sont mises en place avant la majorité, sont désormais exclusivement de la compétence du Ministère public.

Enfin, il est relevé que les tâches d'exécution des décisions rendues, relevant de la compétence des Juges des mineurs en leur qualité d'Autorité d'exécution, avec le Service social du Tribunal pénal des mineurs, s'étendent parfois sur plusieurs années.

1.1 Jugendstraengericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Personal

1.1.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2023	2024	2025
Boillat Zaugg Sandrine	RichterIn	0.8	0.9	0.9
Bruggisser Ines	RichterIn	0	0	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1.0	1.0	1.0
Lehmann Arthur	Richter	0.5	0.7	0.7
Total VZÄ am 31.12.		2.3	2.6	3.4

Beisitzende - nebenberuflich am 31.12.2025

- > Gionata Carmine, Gisèle Cotting Morf, Claude Pauchard, Daniel Wirth, Beisitzende
- > Brigitte Bauer, Sylvie Gobet, René Jutzet, Joan Vincent Christian Progin, Ersatzbeisitzende

1.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2023	2024	2025
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	3.9	4.7	4.7
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	3	2	2
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	6.5	7.4	7.4
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	1	1	1
Total	14.4	15.1	15.1

1.1.1.1.2.1 Gerichtsschreiberei

Herr David Kaelin hat weiterhin als Chef-Gerichtsschreiber zu 90 % geamtet.

Frau Christine Bürgisser Gaiardo (70%), Frau Violaine Butty Mettraux (50%), Frau Laura Dingas (100%), Frau Camille Mauron (80%) und Frau Valentine Arbach (80%) waren nach wie vor als Gerichtsschreiberinnen am Jugendstraengericht tätig.

Frau Léa Lanfranchi übernahm die Vertretung von Frau Valentine Arbach während deren Mutterschaftsurlaub.

1.1.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Der Sozialdienst des Jugendstrafgerichts besteht nach wie vor aus drei Fachpersonen für Kinderschutz, nämlich Frau Antoaneta Zadory (90%), Frau Corina Zurkinden (50%) und Frau Isabelle Vauthey (60%). Herr Théo Dafflon arbeitete zu 50% für den Sozialdienst und übernahm einen Teil der administrativen Aufgaben.

1.1.1.1.2.3 Bürochef/in

Frau Ludivine Rey (Monney), vormals Finanzmitarbeiterin mit einem Beschäftigungsgrad von 100 %, wurde per 1. Januar 2025 zur Bürochefin und Chefin der Buchhaltung befördert.

1.1.1.1.2.4 Verwaltungssachbearbeiter/innen

Frau Monique Walther (80%), Frau Jessica Portmann (60%), Herr Baptiste Monney (80%), Herr Théo Dafflon (40%) und Frau Lilia Deppierraz (10%) arbeiteten nach wie vor als Richter-Sekretär/innen im Jahr 2025. Frau Deppierraz ist darüber hinaus mit einer Tätigkeit in unserer Buchhaltung im Umfang von 40 % betraut.

Frau Maria Meyer (70%) hat ihr Anstellungsverhältnis per 30. April 2025 gekündigt. Die Stelle wurde am 1. Juli 2025 von Frau Anne-Sophie Repond (70%) übernommen.

1.1.1.1.2.5 Praktikantinnen/Praktikanten

Folgende Personen haben ein Praktikum zu 100% absolviert: Frau Léa Lanfranchi und Frau Sara Vasileva Eggenschwiler, zwischen dem 1. September 2024 und dem 28. Februar 2025, Frau Salomé Quartenoud und Frau Helena Notter Dias, zwischen dem 1. März und dem 31. August 2025, Herr Cyrus Duchosal und Frau Carol-Line Pittet, zwischen dem 1. September 2025 und dem 28. Februar 2026, bzw. dem 9. Januar 2026.

Frau Zoé Schwaller, Praktikantin 3+1, hat ihr Praktikum nach erfolgreichem Abschluss ihrer Ausbildung am 14. August 2025 beendet.

Frau Sofia Gilardi hat ihr Praktikum 3+1 am 15. August 2025 begonnen.

1.1.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahr 2025 wurden beim Jugendstrafgericht 1'820 neue Fälle anhängig gemacht (2024: 1'661), die 1'235 Minderjährige betrafen (2024: 1'179). Dies entspricht einer Zunahme von 11 % bei den neuen Fällen und 10,5 % bei den angezeigten Minderjährigen gegenüber dem Vorjahr. Die Differenz zwischen der Anzahl neuer Fälle und der Anzahl verzeigter Minderjähriger verdeutlicht, dass ein Teil der Jugendlichen wiederholt Straftaten begeht. Die Zahl der ergangenen Entscheide – ohne jene des Jugendrichters in seiner Funktion als Vollzugsbehörde – betrug 1'904 (2024: 1'889).

Das Verhältnis zwischen Kindern (unter 15 Jahren) und Jugendlichen (über 15 Jahren) liegt bei 21,6 % zu 78,4 %, was den Zahlen der Bundesstatistik entspricht.

Die deutlichste Zunahme ist bei Raufhandel und Angriff sowie bei Straftaten gegen die sexuelle Integrität (sexuelle Handlungen mit Kindern, sexuelle Nötigung, Vergewaltigung) zu verzeichnen. Verfahren in diesem Bereich erfordern erhöhte Aufmerksamkeit und Vorsicht. Das Jugendstrafgericht äussert in diesem Zusammenhang seine Bedenken hinsichtlich unzureichender Präventionsmassnahmen im Bereich Sexualerziehung.

Im Kanton Freiburg wurden zudem zwei Fälle von Radikalisierung registriert. Die Behandlung dieser Fälle und die Umsetzung von Schutzmassnahmen erforderten zahlreiche Verfahrensschritte sowie eine enge Zusammenarbeit auf kantonaler, interkantonaler und Bundesebene.

Straftaten gegen das Vermögen, begangen von Personen, die angeben, minderjährig zu sein, deren Identität und Alter jedoch nicht überprüfbar sind, bleiben auf vergleichbarem Niveau. Besonders problematisch ist, dass bei unter 15-jährigen mittellosen Personen Strafen in Form von Arbeitsleistungen oder Geldbussen nicht vollstreckbar sind.

Die Anordnungen von Untersuchungshaft haben sich seit 2022 nahezu verdreifacht: Im Jahr 2025 wurden 27 Minderjährige in Untersuchungshaft genommen (2024: 20; 2023: 10). Auch die Zahl der unbedingten Freiheitsstrafen in Endentscheiden ist deutlich gestiegen – von 14 im Jahr 2024 auf 40 im Berichtsjahr. Ebenso haben sich die vorsorglichen Platzierungen seit 2023 fast verdreifacht (2025: 46; 2024: 17; 2023: 2). In einzelnen Fällen mussten mehrere Platzierungen nacheinander angeordnet werden.

Die Umwandlung unbezahlter Geldbussen in Freiheitsstrafen nahm 2025 um 35 % zu (19 Fälle gegenüber 14 im Jahr 2024). Die Umwandlung von Arbeitsleistungen in Geldbussen ist leicht rückläufig, erforderte jedoch weiterhin erhebliche Anpassungen, Zahlungsvereinbarungen und wiederholte Vorladungen.

Die bereits in früheren Berichten festgestellte Tendenz zur Weigerung, Arbeitsleistungen zu erbringen oder Geldbussen zu bezahlen, bestätigt sich auch im Berichtsjahr. Insgesamt wurden 850,5 Arbeitstage ausgesprochen. Besonders problematisch ist die Arbeitsverweigerung durch Minderjährige unter 15 Jahren, da hier keine Umwandlung möglich ist. Disziplinarstrafen gemäss Art. 163 Abs. 2 JG sind nicht vollstreckbar, da keine geschlossene Einrichtung bereit ist, diese Aufgabe zu übernehmen.

1.1.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Die Umsetzung von Schutzmassnahmen blieb auch im Jahr 2025 herausfordernd. Dies gilt umso mehr, als die psychische Gesundheit einiger Minderjähriger zunehmend fragil ist, sie in defizitären Erziehungsmustern aufwachsen oder wiederholt Straftaten begehen.

Die Möglichkeiten für ausserkantonale Platzierungen in offenen Einrichtungen der Westschweiz haben weiter abgenommen. Gleichzeitig ist die Belegungsquote in den Heimen des Netzwerks des Jugendstrafgerichts hoch, und die Dauer der Platzierungen verlängert sich, was zu Wartezeiten führt.

Seit der Eröffnung von „Time Up“ in Villars-sur-Glâne stehen den Jugendrichtern der lateinischen Schweiz vier Plätze für die geschlossene Unterbringung von Mädchen zur Verfügung. Im Jahr 2025 war in unserem Kanton jedoch kein Fall gegeben, der eine solche Massnahme erforderlich gemacht hätte.

Für männliche Jugendliche – minderjährig oder inzwischen volljährig – bleibt die Suche nach einem Platz in einer geschlossenen Einrichtung in der Westschweiz schwierig. Die einzige konkordatsrechtliche Einrichtung für diese Massnahme ist das „Centre éducatif fermé de Pramont“ mit 24 Plätzen. Die Warteliste für eine geschlossene Platzierung beträgt mehrere Monate bis zu einem Jahr oder länger.

Strafen

Im Jahr 2025 wurden 791 Strafbefehle erlassen und 9 Urteile des Gesamtgerichts gefällt.

Im Berichtsjahr wurden im Rahmen persönlicher Leistungen insgesamt 850,5 Arbeitstage ausgesprochen. Das Netzwerk von Freiwilligen, das diese Einsätze ermöglicht, stösst zunehmend an seine Grenzen. Gründe dafür sind unter anderem, dass einige Jugendliche nicht zur Arbeit erscheinen oder sich nicht an Arbeitszeiten, Anweisungen und zugewiesene Aufgaben halten. Infolgedessen haben sich mehrere Institutionen zurückgezogen, was die Organisation persönlicher Leistungen in bestimmten Regionen des Kantons erheblich erschwert.

Die Mehrheit der Freiwilligen, die verurteilte Jugendliche – minderjährig oder inzwischen volljährig – begleiten, verfügt nicht über eine sozialpädagogische Ausbildung. Der Sozialdienst des Jugendstrafgerichts bemüht sich daher intensiv, bestehende Partnerschaften zu erhalten und neue Personen zu gewinnen. Ein innovativer Ansatz besteht darin, persönliche Leistungen in Form von Praktika in Unternehmen anzubieten. Diese Massnahme soll insbesondere

Jugendlichen in schwierigen Lebenslagen oder solchen auf der Suche nach einer vorberuflichen Tätigkeit oder Ausbildung gerecht werden.

Die Anzahl der ausgesprochenen Tage an unbedingten Freiheitsstrafen betrug im Jahr 2025 insgesamt 440 Tage. Die Vollstreckung dieser Strafen erfolgte im konkordatsrechtlichen Jugendgefängnis „Aux Léchaies“ in Palézieux. Diese Einrichtung, die auch einige junge Erwachsene aus dem Kanton Waadt in einem separaten Bereich aufnimmt, passt die Verteilung der Plätze für Minderjährige flexibel an die Anzahl der Inhaftierungen an. Dadurch traten im Jahr 2025 keine besonderen Schwierigkeiten bei der Vollstreckung von Strafen auf.

Das Jugendgefängnis ‚Aux Léchaies‘ ermöglicht zudem die Vollstreckung von Disziplinarstrafen, die im Rahmen von Platzierungen in offenen Einrichtungen verhängt werden, wenn Jugendliche durch unangemessenes oder gefährliches Verhalten die Fortsetzung der zu ihren Gunsten angeordneten Massnahme gefährden

Schlussbemerkung

Die Arbeitsbelastung des Jugendstrafrichter bleibt weiterhin erheblich. Zwar hat der Amtsantritt einer vierten Jugendrichterin am 1. Januar 2025 – unterstützt durch eine Gerichtsschreiberin und einen Sekretär – spürbar positive Auswirkungen auf das gesamte Team gehabt. Dennoch sind nach wie vor komplexe, ältere Fälle hängig und müssen bearbeitet werden. Hinzu kommt, dass im Berichtsjahr sowohl die Anzahl der Verfahren als auch die Zahl der verzeigten Minderjährigen weiter angestiegen ist.

Die zusätzlichen Stellen haben zu einer deutlich besseren Verteilung der Arbeitslast beigetragen, sowohl bei der Bearbeitung der Dossiers als auch bei der Mitarbeit in den rund zwanzig Arbeitsgruppen und Kommissionen, in denen die Jugendrichterinnen und -richter engagiert sind. Darüber hinaus konnte die Zahl der Anhörungen um 45 % gesteigert werden. Im Jahr 2025 wurden insgesamt 177 Minderjährige von der Jugendrichterin bzw. dem Jugendrichter persönlich angehört. Die Richterinnen und Richter hören Minderjährige an, die erhebliche sozialpädagogische Probleme aufweisen oder Straftaten mittlerer bis hoher Schwere begangen haben. Die Anhörung der Beschuldigten und ihrer gesetzlichen Vertretung sind das Herzstück einer guten Jugendstrafjustiz, die nicht nur die Bearbeitung der anhängigen Verfahren umfasst, sondern auch das persönliche Treffen und Begleiten von Kindern und Jugendlichen, um zu verhindern, dass sie sich langfristig auf eine abweichende Laufbahn begeben.

Die Änderung von Art. 3 Abs. 2 JStPO, die am 1. Juli 2025 in Kraft trat, hat die Zuständigkeit des Jugendstrafrichters in den bisher sogenannten „gemischten Fällen“ aufgehoben. Diese Anpassung trägt dazu bei, die Arbeitsbelastung des Gerichts zu reduzieren: Straftaten, die nach Erreichen der Volljährigkeit begangen werden – sei es während eines laufenden Verfahrens vor dem Jugendstrafrichter oder nach Anordnung provisorischer Massnahmen vor der Volljährigkeit –, fallen nun ausschließlich in die Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft.

Schliesslich ist festzuhalten, dass die Aufgaben im Zusammenhang mit der Vollstreckung der ergangenen Entscheide – welche in die Zuständigkeit der Jugendrichterinnen und -richter in ihrer Funktion als Vollzugsbehörde fallen – in Zusammenarbeit mit dem Sozialdienst des Jugendstrafrichters teilweise mehrere Jahre in Anspruch nehmen.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2023	2024	2025
Entrées / Neueingänge	1675	1661	1820
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	1070	1179	1235

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2023	2024	2025
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	278	272	305
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1084	1068	1105
Filles / Mädchen	250	267	244
Garçons / Knaben	1112	1073	1166

Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache	2023	2024	2025
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	173	206	195
soit en %/ d.h. in %	12.7%	15.4%	13.8%
Mineurs de langue française / Minderjährige französischer Sprache	1189	1134	1213
soit en %/ d.h. in %	87.3%	84.6%	86.0%

Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz	2023	2024	2025
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	180	137	132
Sarine-Campagne / Saane-Land	218	243	281
Singine / Sense	74	95	76
Gruyère / Greyerz	201	189	236
Lac / See	122	95	113
Broye / Broye	124	95	106
Glâne / Glane	78	74	57
Veveyse / Vivisbach	69	75	67
Autres cantons / Andere Kantone	205	240	242
Personnes étrangères sans domicile fixe en Suisse / Ausländische Personen ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	71	67	52
Total	1342	1310	1362

1.1.2.2 Nombre de mineurs entendus par le/la Juge / Anzahl der von der RichterIn/dem Richter einvernommenen Minderjährigen

	2023	2024	2025
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	150	122	177

1.1.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2023	2024	2025
Détention provisoire / Untersuchungshaft	10	20	27
Observation / Beobachtung	1	1	3
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	2	17	46
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	3	0	11

1.1.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2024 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant :

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2024 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2023	2024	2025
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	61	81	82
Classement / Einstellung	82	75	124
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	44	66	46
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	38	23	35
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) / Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	2	0	9
Suspension / Sistierung	24	25	25
Dessaisissements / Abtretungen	187	210	260
Ordonnances pénales / Strafbefehle	939	884	791
Renvois devant le/la Juge ou devant le Tribunal / Überweisung an die/den Richter/in oder das Gericht	5	8	13
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	646	506	532
Total	2023	1870	1904

1.1.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.)

	2023	2024	2025
Nombre d'affaires déléguées par les juges / Anzahl der von den Richterinnen/Richtern übertragenen Angelegenheiten	69	70	82
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	98	90	109

	2023	2024	2025
Processus ayant conduit à un accord de médiation / Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben	49	53	61
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	70	72	73

	2023	2024	2025
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben	12	13	20
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	11	23	32

	2023	2024	2025
Processus en cours au 31 décembre / per 31. Dezember hängige Verfahren	48	51	52
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	63	57	61

1.1.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2023	2024	2025
Nombre des réunions du Tribunal / Anzahl Tagungen des Gerichts	4	6	10
Nombre de mineurs jugés / Anzahl verurteilte Minderjährige	4	8	9

1.1.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

1.1.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2023	2024	2025
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	0	0	1
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	0	0	0
Infanticide / Kindestötung	0	0	0
Lésions corporelles simples / Einfache Körperverletzung	67	69	65
objet dangereux / gefährlicher Gegenstand	1	7	3
Lésions corporelles graves / Schwere Körperverletzung	6	8	8
tentative / Versuch	6	8	8
Lésions corporelles par négligence / Fahrlässige Körperverletzung	0	5	0
Voies de fait / Tätlichkeiten	40	68	65
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	2	8	5
Omission de prêter secours / Unterlassung der Nothilfe	0	2	0
Fausse alerte / Falscher Alarm	0	3	1
Rixe / Raufhandel	10	3	20
Agression / Angriff	32	18	30
Remise de substances nocives / Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe	0	2	1

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2023	2024	2025
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	5	10	9
Abus de confiance / Veruntreuung	0	3	0
Vol / Diebstahl	170	300	259
simple / einfacher	167	293	259
en bande / bandenmässiger	3	6	0
Par métier / gewerbsmässiger	0	0	0
au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen	0	1	0
Tentative de vol / Diebstahlversuch	9	4	6
simple / einfacher	9	4	6
en bande / bandenmässiger	0	0	0
par métier / gewerbsmässiger	0	0	0
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	1	1	0
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	27	24	4
Brigandage / Raub	24	24	36
avec arme / bewaffnet	0	4	7
en bande / bandenmässiger	0	0	0
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	147	303	304

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2023	2024	2025
Escroquerie / Betrug	18	48	13
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	18	48	13
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	0	0	1
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	20	20	15
Extorsion / Erpressung	0	0	0
avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr	0	0	0
Extorsion – tentative / Erpressung – Versuch	0	5	2
Recel / Hehlerei	12	9	3

Contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich	2023	2024	2025
Diffamation / Üble Nachrede	9	19	3
Calomnie / Verleumdung	2	7	3
Injure / Beschimpfung	55	76	56
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	12	5	8
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	9	5	6

Contre la liberté / gegen die Freiheit	2023	2024	2025
Menaces / Drohung	43	79	72
Contrainte / Nötigung	17	18	12
dont tentative / Versuch	0	0	0
Séquestration / Freiheitsberaubung	0	1	1
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	91	165	154
tentative / Versuch	5	3	1

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität	2023	2024	2025
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / sexuelle Handlungen mit Kindern	14	4	19
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / Schändung	2	3	3
Contrainte sexuelle / Sexuelle Nötigung	8	8	34
Viol / Vergewaltigung	2	6	22
Exhibitionnisme / Exhibitionismus	1	0	0
Pornographie / Pornographie	17	21	23
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / Unzüchtige Belästigung	2	1	4
Inceste / Inzest	0	0	4

Créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und	2023	2024	2025
Incendie intentionnel / Brandstiftung	17	16	9
tentative / Versuch	0	0	0
complicité / Gehilfenschaft	0	0	0
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	5	6	6
Explosion / Verursachung einer Explosion	0	0	1
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	0	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht	2023	2024	2025
Fabrication de fausse monnaie / Geldfälschung	0	0	0
Mise en circulation de fausse monnaie / In Umlaufsetzen falschen Geldes	1	0	3
Imitation de billets de banque sans dessein de faux /	0	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung	2023	2024	2025
Faux dans les titres / Urkundenfälschung	1	4	3
Faux dans les certificats / Fälschung von Ausweisen	19	8	5

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden	2023	2024	2025
Entrave à la circulation publique / Störung des öffentlichen Verkehrs	0	4	0
Entrave au service des chemins de fer / Störung des Eisenbahnverkehrs	3	1	0
Entrave aux services d'intérêt général / Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	0	3	0
Actes préparatoires délictueux / Strafbare Vorbereitungshandlungen	0	1	0
Emeute / Aufruhr	2	0	1
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit	0	0	0
Discrimination raciale / Rassendiskriminierung	7	15	4
Atteinte à la paix des morts / Störung des Totenfriedens	0	0	0

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt	2023	2024	2025
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	11	21	9
Empêchement d'accomplir un acte officiel / Hinderung einer Amtshandlung	44	55	50
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	0	0	3
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / Bruch amtlicher Beschlagnahme	0	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege	2023	2024	2025
Dénonciation calomnieuse / Falsche Anschuldigung	1	4	5
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	1	6	4
Entrave à l'action pénale / Begünstigung	0	1	0
Faux témoignage / Falsches Zeugnis	0	0	0
Faire évader des détenus / Befreiung von Gefangenen	0	0	0

1.1.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / Betäubungsmittel	2023	2024	2025
Crimes et délits / Verbrechen und Vergehen	206	179	29
Contraventions / Übertretungen	56	44	88
Cas bénins / Leichter Fall	150	135	0

Sur la circulation routière / Strassenverkehr	2023	2024	2025
Vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch	16	36	41
dont tentative / Versuch	0	0	0
Conduite sans permis / Fahren ohne Führerausweis	38	68	82
Conduite en état d'incapacité / Fahren in fahruntfähigem Zustand	19	17	27
Violation des devoirs en cas d'accident / Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall	3	6	5
Contraventions diverses / Verschiedene Übertretungen	221	350	312
sur les étrangers / Ausländerinnen und Ausländer	25	55	74
sur les armes / Waffen	46	32	42
sur le transport des voyageurs / Gesetz über die Personenbeförderung	261	295	265
sur la police des chemins de fer / Eisenbahnpolizei	12	8	0
sur la navigation intérieure / Binnenschiffahrt	0	0	0
sur la protection des animaux / Tierschutz	0	0	1
sur la protection des eaux / Gewässerschutzgesetz	0	0	0
sur les autres lois fédérales / andere Bundesgesetze	8	13	7

Lois cantonales / kantonale Gesetze	2023	2024	2025
sur les établissements publics et la danse / öffentliche Gaststätten und Tanz	4	1	1
sur la pêche et la chasse / Fischerei und Jagd	0	0	0
d'application du CP / EGStGB	0	0	0
d'application du CC / EGZGB	0	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / Spielapparate und Spielsalons	0	0	0
autres lois cantonales / andere kantonale Gesetze	98	103	89

1.1.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide

1.1.2.8.1 Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2023	2024	2025
Surveillance / Aufsicht	0	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	2	0	1
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der persönlichen Betreuung	1	3	1
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	0	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / Unterbringung in einer offenen Einrichtung	2	0	2
Placement dans un établissement d'éducation fermé / Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	1	0	1
Maintien dans une maison d'éducation / Beibehaltung in einem Erziehungsheim	0	0	0
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	0	0	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	2	0	2
Accompagnement / Begleitung	0	0	0

Peines / Strafen	2023	2024	2025
Réprimande / Verweis	0	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / Bedingter Verweis	0	0	0
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	1	1	0
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	1	1	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	0	0	1
Amende avec sursis / Bedingte Busse	0	0	0
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	0	0	0
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	0	0	0
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	0	0	0
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	0	1
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	2	0	1
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	0	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	0	3	0

Cumuls / Verbindung	2023	2024	2025
Peine + peine / Strafe + Strafe	6	2	0
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	25	0	1
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0	0
Exemption de peine / Strafbefreiung	0	0	0
Acquittement / Freispruch	18	11	51

1.1.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2023	2024	2025
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	18	8	4
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	0	0	0
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	1	5	3
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	8	7	7
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	0	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	0	0	0
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	0	0	1
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	0	0	0
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	4	9	0
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	6	1	0

Conversions / Umwandlungen	2023	2024	2025
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	24	14	19
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	9	23	20
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	2	7	5
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	3	3	1
Demande conversion amende en prestation personnelle / Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	16	8	11

1.1.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2023	2024	2025
Surveillance / Aufsicht	1	0	1
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	4	1	0
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	2	4	3
Maintien en maison d'éducation	0	0	0
Changement de mesure / Massnahmenwechsel		0	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	2	2	2
Accompagnement / Begleitung	1	6	2

Peines / Strafen	2023	2024	2025
Réprimande / Verweis	29	42	70
Amende avec sursis / Bedingte Busse	53	14	25
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	19	4	25
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	263	99	293
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	141	140	152
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	71	32	39
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	29	35	59
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	13	36	32
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	27	28	23
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	3	8	10
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	7	3	17
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	2	4
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	9	14	39

Cumuls / Verbindung	2023	2024	2025
Peine + peine / Strafe + Strafe	9	16	8
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	31	10	1
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0	0